

**Discours devant l'Académie d'Agriculture de France**  
**par Pascal Viné**  
**Directeur de Cabinet du Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture, et de la**  
**Pêche**

Je suis très honoré d'ouvrir, au nom du ministre, cette séance solennelle de l'Académie d'Agriculture de France.

**1. L'Académie d'Agriculture fête cette année son 250<sup>ème</sup> anniversaire :**

Cette longévité exceptionnelle témoigne de la place qu'a toujours occupée l'agriculture dans l'équilibre de notre économie, dans le dynamisme de nos territoires et dans la définition de notre identité.

L'Académie d'Agriculture est l'héritière directe de la Société royale d'agriculture de la Généralité de Paris, fondée par Louis XV en 1761. En 1788, elle devient la Société Royale d'Agriculture, preuve du nouvel intérêt de l'Etat pour le développement de l'agriculture en France.

La création de cette Société royale marque, en effet, **un tournant dans l'histoire de l'agriculture** : c'est la première fois que l'Etat prend vraiment le parti de faire de l'agriculture une source de richesse économique pour la nation. C'est la première fois que l'agriculture est érigée au rang des grandes missions régaliennes. C'est la première fois qu'elle fait l'objet d'une véritable politique nationale, avec une vision, des objectifs et des moyens.

Dans ce cadre, **le rôle de cette Société royale d'agriculture est essentiel**, puisqu'elle est chargée par le Roi de réfléchir à l'amélioration des techniques agricoles existantes pour moderniser le système français.

Fidèle à sa mission, l'Académie d'Agriculture est aujourd'hui **une instance de réflexion indispensable à la continuité et à la qualité du débat** sur l'avenir de notre agriculture.

Elle est le lieu d'une pensée libre de son temps et de ses sujets, une pensée détachée de toute considération partisane, de toute bienséance politique et de toute démagogie, qui permet « d'éclairer les débats sociétaux », de poser intelligemment les problèmes, et de guider les décisions du gouvernement dans la conduite des affaires agricoles.

L'agriculture doit revenir au cœur du débat, elle doit revenir au centre de nos priorités. Je compte sur vous, je compte sur ce 250<sup>ème</sup> anniversaire, pour donner à ce débat une véritable ampleur, et pour réaffirmer la place éminente de l'agriculture dans notre vie politique, économique et sociale.

## **2. Car, vous le savez aussi bien que moi, l'agriculture est un secteur stratégique.**

L'agriculture, ce n'est pas une casserole du passé que l'on traînerait derrière soi. L'agriculture, ce n'est pas non plus cette vieille photo en noir en blanc que l'on regarde avec nostalgie dans les vitrines du musée du sabot ou des arts populaires.

**L'Agriculture, c'est l'avenir de la France, et c'est le socle de l'Europe.**

L'agriculture, c'est un atout économique majeur. C'est la condition de notre indépendance alimentaire, et donc, dans une certaine mesure, de notre indépendance politique. C'est la garantie du développement harmonieux de nos territoires.

Or, vous le savez aussi, aujourd'hui, **cette agriculture est menacée** :

- menacée par la concurrence de nouvelles puissances agricoles en Europe et ailleurs,
- menacée par la volatilité des prix et des cours,
- menacée par la crise économique qui a entraîné l'effondrement du revenu des agriculteurs,
- menacée également par une certaine méconnaissance de la réalité agricole mondiale.

**Notre mission à tous, c'est de donner à notre agriculture les moyens de relever les défis immenses auxquels elle doit faire face :**

- le défi de la régulation des marchés, pour stabiliser les revenus des agriculteurs,
- le défi de la compétitivité, pour rester dans le peloton de tête des grandes puissances agricoles,
- le défi de la sécurité alimentaire, quand plus d'un milliard de personnes souffrent encore de la faim dans le monde,
- le défi de la sécurité sanitaire des produits, quand, en Chine, des centaines de nourrissons risquent la mort à cause d'un lait frelaté,
- le défi de l'environnement et du développement durable.

Contre l'uniformisation des produits et la concentration à outrance des exploitations, **nous devons défendre la spécificité de notre modèle agricole** fondé sur la qualité des produits, sur le respect de tous les territoires, sur l'équilibre entre la taille des exploitations et le rendement attendu, sur le respect des règles environnementales et la recherche constante des meilleures pratiques.

### **3. C'est le sens de l'action que nous menons depuis plus d'un an au ministère de l'Agriculture.**

Lorsque nous avons pris les rênes de ce ministère, en 2009, le secteur agricole était confronté à une crise majeure.

Avec le Président de la République, nous avons paré à l'urgence de la crise grâce au Plan de soutien exceptionnel à l'agriculture : ce plan a montré son efficacité et il a permis de franchir un cap difficile.

Depuis, nous sommes passés d'un soutien conjoncturel à un soutien structurel : nous avons lancé les réformes nécessaires au maintien d'une agriculture forte, en France, en Europe et dans le monde.

- a) Nous avons fixé un cap politique à l'agriculture en mettant l'alimentation au cœur de notre action.

**Faire de l'alimentation l'horizon de notre agriculture, c'est donner à l'agriculture un sens et à la PAC une légitimité.**

- C'est rappeler que les agriculteurs sont d'abord des producteurs. Leur vocation première, c'est de nourrir les hommes.
- C'est rappeler aux consommateurs que la condition d'une alimentation diverse et de qualité, c'est une agriculture forte.

**La LMAP, votée en juillet 2010, a jeté les bases d'une véritable politique publique de l'alimentation.** Celle-ci vise à :

- assurer à tous nos concitoyens l'accès à une alimentation saine et de qualité,
- défendre le modèle alimentaire français fondé sur la qualité des produits, la diversité des aliments et la convivialité de la table,
- développer une agriculture de proximité en favorisant les circuits courts.

- b) Nous avons mis en place les instruments nécessaires pour renforcer la compétitivité de notre agriculture :

- La **LMAP**, qui constitue l'action phare de ce ministère, et marque un tournant important.

Pour garantir les revenus des agriculteurs :

- elle rend obligatoire les contrats écrits au sein des filières,
  - elle améliore les dispositifs de couverture des risques,
  - elle encourage le regroupement des producteurs.
- Les **plans de développement** par filière, qui permettront de donner rapidement de la compétitivité aux filières qui en ont le plus besoin.

- La **rénovation de l'enseignement agricole**, pour adapter la formation des élèves aux grandes évolutions de l'agriculture (développement durable, innovation).
  - Les **états généraux du sanitaire**, qui simplifient l'organisation de notre système sanitaire et améliorent les dispositifs de prévention des risques dans ce domaine.
- c) Toutes ces mesures renforcent la crédibilité de la France à l'international sur les questions agricoles et agroalimentaires.

Elles montrent que nous sommes en mouvement, que nous ne sommes pas drapés dans nos certitudes et dans notre fierté de vieille nation agricole, que nous sommes capables de sortir de notre sublime isolement pour affirmer notre modernité, notre ouverture et notre volonté de changement.

### **En Europe, nos idées ont gagné du terrain.**

En un an, nous avons renversé la perspective de l'Europe agricole :

- nous étions partis vers la libéralisation totale des marchés agricoles, nous sommes revenus vers la régulation,
- nous étions partis vers une réduction de 30 % du budget de la PAC ; la Commission reconnaît maintenant le caractère stratégique de l'agriculture,
- après 10 mois de négociations, le ministre a signé, le 14 septembre, une **position commune avec l'Allemagne**, à laquelle une vingtaine de pays adhèrent.
  - Cette position franco-allemande affirme la place stratégique de l'agriculture en Europe.
  - Elle veut un budget ambitieux pour la PAC.
  - Elle défend le maintien des 2 piliers.
  - Elle prône la mise en place d'une nouvelle régulation pour prévenir et gérer les crises agricoles.

→ C'est la preuve que quand la France va de l'avant, quand elle est à l'initiative, elle est écoutée, et elle est suivie.

**Au niveau international**, nous nous battons pour définir des règles du commerce international plus équitables, des règles qui prennent en compte les préférences collectives des Européens.

Nous porterons la question de la **régulation des marchés agricoles** dans l'enceinte du G20.

Pour lutter contre la volatilité des prix :

- nous améliorerons la transparence et la circulation des informations sur l'état des stocks, des récoltes et de la demande.

- nous défendrons une meilleure coordination internationale pour prévenir les crises et éviter que des décisions unilatérales (comme celle de la Russie cet été) ne viennent conforter la spéculation sur les matières premières agricoles.

\*\*\*

Vous le voyez, pour gagner la bataille de l'agriculture en Europe et dans le monde, il faut de **l'audace**, il faut des **idées nouvelles**, il faut des **propositions concrètes**.

Pour cela, nous avons besoin de vous : nous avons besoin de votre expérience et de vos compétences, nous avons besoin de vos réflexions pour préparer ensemble l'avenir de l'agriculture française.

Vous avez placé ce 250<sup>ème</sup> anniversaire sous le thème de la **solidarité**. La solidarité, c'est une valeur essentielle en agriculture, surtout en temps de crise.

C'est important **au niveau individuel** : entre agriculteurs, il faut pouvoir s'entraider.

C'est important **au sein des filières**, car c'est la clé d'un plus juste équilibre entre producteurs et industriels.

C'est important **entre les filières**, en particulier entre la filière céréalière et la filière animale, à l'heure où la flambée des prix de l'alimentation animale aggrave encore la situation des éleveurs bovins et porcins.

C'est important **pour l'Europe**, car si nous ne nous accordons pas sur le maintien d'une PAC forte et ambitieuse, si nous n'opposons pas un front uni aux assauts du Mercosur et aux pressions de l'OMC, si nous ne parlons pas d'une même voix pour défendre la régulation des marchés, c'en est fait de l'agriculture européenne.

Enfin, c'est important **au niveau mondial** : nous avons notre part de responsabilité à prendre pour assurer l'accès à la nourriture des populations les plus fragiles.

L'unité dans la diversité, c'est la devise de l'Union européenne, et c'est le principe de cette Compagnie, qui rassemble depuis plus de deux siècles des agrégés et des agronomes, des physiciens et des géographes, des ingénieurs et des chercheurs, des Français et des étrangers.

Comme vous, je crois aux **vertus du dialogue et du débat** pour mobiliser les citoyens et faire avancer la réflexion. Je compte sur vous pour nourrir et animer ce débat dans un esprit de solidarité et d'ouverture, car c'est ainsi que nous pourrons donner des perspectives d'avenir à notre agriculture.

Je vous remercie de votre attention.